

Cet email contient des images , si vous ne les voyez pas ouvrez votre navigateur internet et copiez le lien de cette page



Association reconnue d'intérêt général

LETTRE
D'INFORMATION : 8
juillet
2020



Business & Human Rights Resource Centre



Les industries des énergies renouvelables ne respectent pas les droits de l'homme

Traduction article en anglais

Source: Business & Human Rights Resource Centre

<https://www.business-humanrights.org/en/renewable-energy-human-rights-benchmark>

L'ancien président irlandais affirme que les principaux acteurs risquent de perdre leur légitimité, car leur classement montre de mauvaises performances dans des domaines clés

Par Andrew Lee

L'industrie mondiale des énergies renouvelables ne respecte pas les droits de l'homme, les «accaparements de terres» et autres abus menacent de saper pour de bon la crédibilité du secteur en tant que puissance mondiale, selon une nouvelle étude qui prétend être la première du genre.

Le Business & Human Rights Resource Centre (BHRRC), basé à Londres - qui a classé 16 des plus grands opérateurs et investisseurs des Energies Renouvelables (ENR) cotés internationalement en bourse - a déclaré que l'industrie «a un long chemin à parcourir pour démontrer son respect des droits humains des communautés et travailleurs dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement».

Le géant mondial Iberdrola a obtenu le meilleur score dans les notations de la BHRRC avec 53%, avec d'autres opérateurs européens tels que Enel et Orsted également près du sommet. CGN et PowerChina en Chine étaient

en bas de la liste, ce dernier avec un score de 0. Le score moyen était de 22%.

La BHRRC - qui a examiné divers indicateurs tels que les droits de la propriété et du travail, la santé et la sécurité et les mesures anti-corruption - a déclaré que même les plus performants avaient du chemin à faire et a noté 197 allégations de violations des droits de l'homme concernant des projets d'énergie renouvelable depuis 2010.

L'organisme a identifié la question des droits de propriété comme un des domaines qui nécessitait une attention particulière de la part du secteur des énergies renouvelables.

"La pratique répandue et flagrante de l'accaparement des terres, par exemple, se reflète dans le fait qu'aucune entreprise n'a marqué de points pour mener une politique de respect des droits fonciers, pour conduire leur processus d'acquisition de terres, ou pour proposer une relocalisation juste et équitable des résidents", a déclaré le rapport.

Dans une préface de cette étude de référence, l'ancienne présidente de l'Irlande Mary Robinson, maintenant professeur de droits concernant le climat au Trinity College de Dublin, a déclaré: «Un accent étroit pour un retour à court terme sur les investissements, indépendamment des dommages causés aux personnes et à l'environnement, a conduit les énergies fossiles à inciter les entreprises à perdre leur légitimité et leur licence sociale pour fonctionner.

«Si la même chose arrive aux sociétés d'énergie renouvelable, cela ne fera que ralentir notre expansion vers un avenir à zéro carbone net.»

Le BRRC a déclaré que seules quatre sociétés - Acciona, Enel, Iberdrola et Orsted - se sont engagées spécifiquement à mettre en œuvre les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ou les Principes directeurs de l'OCDE concernant les entreprises

RENEWABLE ENERGY & HUMAN RIGHTS BENCHMARK

Iberdrola (Spain) 53
 Acciona (Spain) 51
 Orsted (Denmark) 47
 Enel (Italy) 44
 EDP (Portugal) 34
 EDF Energy (France) 31
 Engie (France) 28
 E.ON (Germany) 19
 RWE (Germany) 17
 Jinko Solar (China) 7
 Blackrock (United States) 6
 NextEra (United States) 4
 Brookfield (Canada) 4
 The Southern Company (United States) 3
 China General Nuclear Power Corp (China) 2
 PowerChina (China) 0

Source: Business & Human Rights Resource Centre

<https://www.business-humanrights.org/en/renewable-energy-human-rights-benchmark>

Cette première étude de référence concernant le respect des droits de l'homme par plus grandes entreprises des énergies renouvelables révèle que la plupart d'entre elles n'ont pas de politique pour respecter les droits de l'homme afin d'éviter les abus concernant les riverains et les travailleurs et pour conduire une transition conforme à la justice.

Les résultats de l'indice montre qu'aucune des entreprises analysées ne remplit actuellement pleinement sa responsabilité de respecter les droits de l'homme, tels que définis par les Principes directeurs des Nations Unies.

Près de la moitié des entreprises référencées (7/16) ont obtenu un score inférieur à 10%, les trois quarts (12/16) un score inférieur à 40%.

Le score moyen n'était que de 22%, ce qui indique que, dans l'ensemble, l'industrie a un long chemin à parcourir pour démontrer son respect des droits humains des riverains et des travailleurs dans leurs opérations et leurs chaînes d'approvisionnement.

Sherri Lange
 CEO, NA-PAW, North American Platform Against Wind Power
 Executive Director, Canada, Great Lakes Wind Truth
 VP Canada, Save the Eagles International
kodaisl@rogers.com
www.na-paw.org
 Twitter: #torwinaction

Article paru dans le journal
Lundimatin

<https://lundi.am/La-danse-de-la-mort-d-EDF-dans-le-sud-est-du-Mexique>

Il a été relayé par l'AMASSADA

Association luttant à Saint-Victor-et-Melvieu, dans le Sud-Aveyron, contre le RTE (Réseaux de Transport d'Électricité) qui tente par tous les moyens de s'accaparer un lot de terres agricoles pour y implanter un gigantesque transformateur de 7 hectares résultant des centaines d'implantations d'éoliennes en cours sur ce magnifique département

<https://douze.noblogs.org/>

La danse de la mort d'EDF dans le sud-est du Mexique

Des nouvelles de l'isthme de Tehuantepec
paru dans *lundimatin*#236, le 30 mars 2020



Une fidèle lectrice de *lundimatin* bloquée au Mexique par la crise du coronavirus en a profité pour nous transmettre ce reportage depuis l'isthme de Tehuantepec. Depuis plusieurs années, cette bande de terre est le lieu d'une invasion massive de projets de développement industriels, au premier rang desquels se trouvent des parcs éoliens d'EDF ainsi qu'un vaste plan de corridor interocéanique (ou transisthmique). Face à cela et à un président qui déclare à qui veut l'entendre la mort du néolibéralisme : la résistance des communautés de l'isthme s'organise.

En France, montagnes, vallées, plaines et mers sont envahies petit à petit par les éoliennes d'EDF. Nos horizons, ici et ailleurs, sont des pales d'aérogénérateurs qui s'étendent à l'infini, des réseaux électriques de très haut voltage qui emmènent l'énergie on ne sait où, et des nuits qui clignent rouge comme des mauvais rêves. Nous savons déjà que l'implantation du renouvelable en remplacement de l'énergie fossile permet d'établir un marché mondial de crédit carbone et permet au gouvernement de légitimer en parallèle le renouvellement de ses centrales nucléaires, tout en détruisant les territoires et les formes de vies diverses qui les habitent. Ceux qui luttent contre les parcs éoliens et leur méga-réseaux électriques, comme l'Amassada [1] en Aveyron, en témoignent depuis plusieurs années déjà.

Si l'on regarde au-delà, on s'aperçoit que la carte d'implantation des projets en énergie renouvelable d'EDF Renouvelables s'étend sur toute la surface du globe. Au Mexique, l'isthme de Tehuantepec, une des régions les plus venteuses du monde, en paye les frais depuis une quinzaine d'années. Là-bas, les pales des aérogénérateurs sont comme les croix d'un immense cimetière qui retient ceux qui se sont battus pour défendre l'usage de leur territoire contre la voracité des entrepreneurs.

L'isthme de Tehuantepec est une région de Mésamérique qui s'est illustrée par sa résistance millénaire face à la colonisation avec notamment la conservation de sa langue et de ses fêtes malgré des campagnes de métissage forcé depuis 500 ans. Malgré les multitudes de concessions minières qui attendent pour ouvrir la

terre et les milliers d'éoliennes entre lesquelles paissent les troupeaux de vaches désorientées, la résistance ne s'arrête pas et durera tant que les convoitises colonialistes des entreprises transnationales dureront.

En 2014, Alessi Dell Umbria nous avait déjà fait parvenir via son documentaire « *Le vent de la révolte* »

les échos de la bataille victorieuse des Pueblos de pêcheurs contre une entreprise d'éoliennes dans le sud de l'isthme. Parce que la ritournelle du capitalisme vert est plus que jamais d'actualité, il convenait de faire le voyage à nouveau pour prendre des nouvelles et comprendre comment les luttes continuent dans cette région. D'autant plus qu'une gauche qui se prétend anti-néolibérale est au gouvernement depuis 2018 pour la première fois de l'histoire du Mexique. Comment ce même gouvernement qui déclare la mort du néolibéralisme peut-il justifier ce genre de projets ?



La danse de la mort d'EDF dans le Sud-est Mexicain

La filiale d'EDF Renouvelables, Eolicas de Oaxaca s'apprête à commencer les travaux de son quatrième parc éolien dans la région du sud-est mexicain, l'isthme de Tehuantepec.



« Dans ce contexte de privation, violence, violations, omissions et complicités exacerbées ; pour ouvrir la voie aux compromis et aux accords, signés avec les entreprises néolibérales dans le dos des peuples indigènes doyens des terres ; les gouvernements étatiques et fédéraux, exécutent ensemble la danse de la mort par dessus notre sol, mer, et ciel. » [2]

Depuis 2016, EDF Renouvelables et sa filiale Eolicas de Oaxaca, tente d'imposer son quatrième parc éolien dans

l'isthme de Tehuantepec, cette fois dans le *municipio* de 15000 habitants de Union Hidalgo, o Ranchu Gubiña en langue Diidxazá du peuple Binnizá (zapothèque) [3]. EDF s'est implanté dans la région depuis 2009, aux côtés d'entreprises espagnoles, allemandes et danoises comptant au total 28 parcs éoliens et environ 2000 éoliennes. Alors que la mesure de l'électricité produite est toujours annoncée en nombre de personnes bénéficiaires, l'énergie produite dans l'isthme n'a jamais servie à éclairer les maisons de ses habitants : elle est revendue directement aux grandes entreprises comme Coca Cola ou Grupo Bimbo (numéro un de l'agroalimentaire au Mexique).



L'entreprise française exploite déjà 3 parcs éoliens totalisant 189 aérogénérateurs pour une puissance de 390 MW. Le nouveau projet, cyniquement nommé Gunaa Sicarù, « a femme jolie » en référence à la devise de Ranchu Gubiña, « *Tierra de las mujeres bonitas* » est bien plus ambitieux que les précédents avec une

puissance de 342 MW pour 62 aérogénérateurs. La capacité de chaque turbine a considérablement augmenté en passant de 2,5 MW à 4,84 MW pour le nouveau projet. Ce dernier s'étend sur la commune d'Union Hidalgo et La Venta sur une surface totale de 4708 ha. Deux projets en plus de celui-là sont en attente d'autorisation de la part de la Commission de Régulation de l'Énergie. Dans la région de l'isthme, le vent souffle parfois si fort que les éoliennes doivent être à l'arrêt et les camions poids lourds s'effondrent sur la route Panaméricaine. Malgré cela, ici, la voracité et la dévastation n'ont pas de limite.



Selon l'agenda de l'entreprise le projet devait initialement être opérationnel pour le mois de juin 2019. C'est pour cela que depuis 2017, elle tente d'imposer via la *Secretaria de Energia* (SENER), la réalisation de la dite « consultation indigène préalable, libre et informée » pour pouvoir clôturer la phase informative et commencer les travaux. Depuis lors les opposants au projet représentés par les *comuneros* [4] d'Union Hidalgo et autres collectifs n'ont cessé de dénoncer l'absence de conditions adéquates pour la tenue de cette consultation, des menaces répétées envers ceux qui exprimaient un refus aux profonds dommages causés par le séisme de magnitude 8,2 qui ravagea la région le 7 septembre 2017.

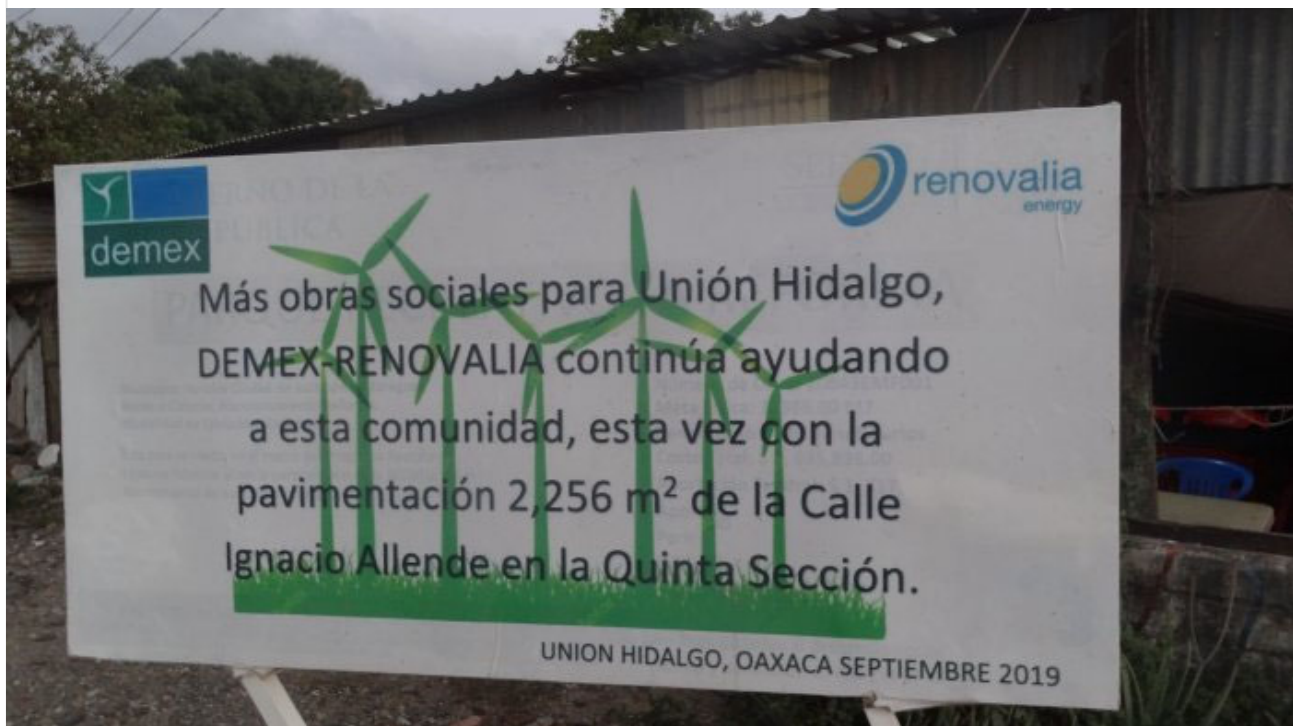


Cette consultation est forcément un simulacre, comme le signalent les compañeras :

« Les comuneros signalent que la procédure de consultation n'a pas respecté le caractère « préalable » qu'elle doit avoir, dans la mesure où cela fait deux ans que EDF s'accapare des terres communales sans le consentement de leur assemblée, et qu'elle a consolidé et renforcé ses relations avec les petits propriétaires, passant sous silence le caractère communal du territoire : un mépris de plus envers les droits concernant les terres communales et la libre détermination. Ce désaccord entre comuneros et petits propriétaires est grave et connaît des antécédents. En 1964, la Résolution Présidentielle concernant la Titulation de Biens Communaux reconnaît et attribue 68.112 ha à la municipalité zapotèque de Juchitán de Zaragoza et ses annexes : Xadani, La Ventosa, El Espinal, Chicapa de Castro et Unión Hidalgo. » [5]

L'assemblée des *comuneros* est l'autorité propriétaire des terres communales, représentée légalement par son commissaire des biens communaux. Les *comuneros* y décident quel sera l'usage des terres et règlent les différents problèmes qui se posent à eux comme par exemple les conflits sur les limites de terres entre différentes communautés.

Seulement, à Juchitan, l'âge d'or de l'assemblée fût de courte durée. Dans les années 1970, de violents conflits opposèrent les paysans au régime corporatiste du Parti Révolutionnaire Institutionnel (*Partido Revolucionario Institucional*, parti-État issu de la révolution mexicaine, au pouvoir pendant 70 ans). Le violence atteignit son apogée avec d'une part la disparition forcée de Victor Yodo en 1978, qui fût le dernier commissaire des biens communaux de Juchitan et d'autre part le massacre d'enfants et de paysans. Ces années de troubles ont vu les terres de Juchitan se démanteler. L'affaiblissement des autorités communales les dernières décennies a eu pour conséquence l'établissement d'actes de propriété via des cabinets notariaux sur les terres d'usage communal, le tout appuyé par les administrations municipales. Cette procédure est illégale au regard du droit agraire des communautés et de la résolution présidentielle de 1964. Malheureusement, peu à peu, au fil des années, l'idée d'une assemblée administrant l'usage des terres communales s'est éteinte dans l'esprit des habitants. Très peu de personnes se souviennent du statut de ces terres aujourd'hui, les *comuneros* sont environ 200 et pour la plupart des personnes âgées. Tout cela augmente la difficulté et l'isolement de leur tâche de défense des biens communaux. Ainsi, EDF détient déjà tous les contrats de location des terres qu'elle a obtenu auprès des petits propriétaires terriens moyennant finances. Cela fait déjà plusieurs années que des entreprises comme EDF ou Demex (entreprise espagnole qui possède entre autres un parc éolien sur les terres d'Union Hidalgo) achètent la population en promettant des emplois futur dans les parcs, en investissant dans la réparation d'espaces publics ou en organisant des fêtes privées pour les propriétaires tous frais payés avec bières, botanas (tapas) et musique à volonté.



 <https://lundi.am/local/cache-vignettes/L700xH394/11-demex-be390.jpg?1585497562> alt="" width="700" height="394"> "Plus de travaux sociaux pour Union Hidalgo ; DEMEX-Renovalia continue d'aider cette communauté, cette fois ci avec le goudronnage de 2 256 mètre carré de la rue Ignacio Allende, 5^e section. Union Hidalgo, Oaxaca, septembre 2019"

Il y a quelques mois, l'ONG en défense des droits humains Prodesc [6], qui accompagne juridiquement les opposants au projet éolien à Union Hidalgo, saluait la courageuse sentence d'une juge de la cour fédérale en faveur de la communauté indigène de Ranchu Gubiña. Ainsi l'entreprise EDF Énergie Nouvelle était mise en demeure pour son non-respect de la loi française sur le devoir de vigilance votée en 2017. L'électricien était accusé de violation des droits humains au Mexique pour non respect de la mise en place de la consultation dans les conditions de sécurité et d'informations adéquates. Malheureusement, on constate aujourd'hui que, malgré le fait nouveau qu'une consultation soit supervisée par une juge fédérale, celle-ci se poursuit dans des conditions d'exercice des droits humains déguisées pour satisfaire les institutions.



L'art de la « consultation »

Des réunions sont tenues simultanément dans 5 sections du village d'Union Hidalgo et en langue zapotèque afin que « toute » la population puisse y avoir accès. Cela permet à la *Secretaria de Energia* de légitimer à nouveaux frais le processus démocratique de consultation puisque toutes les organisations gouvernementales chargées d'administrer les questions indigènes peuvent donner leur accord à la clôture de la phase informative et au commencement des travaux. Et ce malgré le fait évident que la plupart des personnes qui assistent aux réunions sont ramenées par les groupes de petits propriétaires, ou alors sont des employés de la municipalité et étudiants de l'université en énergie renouvelable forcés d'y assister sous peine de licenciements. L'entreprise, qui menace les propriétaires de la perte de bénéfices si le projet venait à être annulé, les oblige à ramener chacun 10 personnes. Mais on a tellement fait croire aux habitants que l'affaire des éoliennes ne concernait que les propriétaires, que les autres habitants, par peur ou apathie, ne se déplacent qu'en échange de 250 pesos par réunion. En échange de cet argent, ils viennent faire acte de présence pour huer ou menacer ceux qui voudraient émettre quelques objections. Ainsi les différentes autorités présentes à la tribune peuvent apprécier passivement les conséquences du climat qu'elles ont instauré et observer les propriétaires défendre aveuglément leur intérêt face à des opposants isolés.

La présentation du projet se fait dans les termes les plus longs et techniques possibles afin de garantir son inaudibilité. Une amie présente se plaint : « *le traducteur est mauvais. Et puis ils parlent toujours de la manière dont ils vont exploiter le territoire mais jamais des usages qui vont se perdre* ». Les arguments sont ridicules : pour atténuer l'impact du tassement des sols dû à la construction des routes pour les machines, l'étude d'impact environnemental recommande aux entreprises de diminuer la vitesse de leur véhicule sur place. Ou alors ils rassurent en affirmant que seulement 2,5 % de la surface totale du projet sera occupée par les tours, les méga-transformateurs électrique et les chemins. La vie en dessous pourra continuer dans le respect des traditions agricoles, même avec la pollution auditive, la disparition des oiseaux, la disparition des poissons dans la lagune due aux vibrations provoquées par les turbines dans le sol et à sa contamination par l'huile qui dégouline le long des tubes !



Énergie du crime et crime de l'énergie

L'arrivée d'entreprises étrangères dans la région est génératrice de tensions extrêmes entre les *pobladores*, notamment au sein des mafias du secteur de la construction qui se battent pour obtenir les autorisations de travaux. L'année dernière, six personnes qui venaient postuler pour travailler dans un parc éolien à la Venta furent assassinées à l'entrée du village par un commando armé [7]. Un leader d'un syndicat de travailleur présent lors de la fusillade avait été menacé quelques mois plus tôt par le biais d'une banderole dont le message le pressait de quitter le village dans les douze heures. Il y a peu de ça, le 31 janvier 2020 à Union Hidalgo, était assassiné en pleine rue et en plein jour un ingénieur qui travaillait à la réfection d'un rue [8]. Des conflits naissent aussi entre les mafias et les propriétaires des terres louées aux parcs éoliens. Ces derniers, se sentant floués du peu de bénéfices octroyés par la location de leur terrain, souhaitent bénéficier davantage des travaux. De plus, les entreprises promettent du travail dans les parcs éoliens, mais il n'y en a que très peu. À Union Hidalgo, le parc éolien existant de Piedra Larga comptant 152 aérogénérateurs n'embauche que par contrat très court et les travailleurs sont envoyés ensuite dans d'autres États du pays, comme à Puebla. Il y a quelques années, un campus technologique régional a ouvert une unité académique à Union Hidalgo dont le seul cursus présentiel proposé s'intitule « ingénierie énergie renouvelable » [9]. La promesse de travail dans les parcs éoliens pour la centaine d'élèves n'est donc qu'un rêve, et ceux-ci devront migrer pour trouver du travail plus au nord comme c'est malheureusement le cas pour beaucoup de jeunes *istmeños*. Ces tensions s'exacerbent dans un contexte où les habitants de l'isthme se relèvent à peine du terrible tremblement de terre de septembre 2017. Les rues sont encore parsemées de tas de gravats, certaines maisons ne sont pas reconstruites et des fractures profondes ont émergées à cause de la mauvaise gestion des aides financières et de son détournement par des organisations ou des municipalités.



Comme nous le disent les *compañeras istmeñas* :

« Face au changement climatique, l'énergie éolienne est perçue dans le monde comme une mesure écologique et alternative. En d'autres termes, ce qui était sensé être une transition écologique, a, de fait, ouvert la brèche à tout un marché de crédits-carbone. La crise environnementale, quasi incontrôlable, que nous connaissons annonce non seulement la catastrophe vers laquelle nous allons, mais elle reste aussi accrochée au colonialisme structurel qui domine dans les pays du « premier monde » à l'égard des pays du troisième monde, ou des pays dits « émergents ». C'est le cas des investissements de l'entreprise EDF, dont l'État français est actionnaire majoritaire, qui ont entraîné une violence génocidaire contre le peuple Binnizá (Zapotèque). (...) Concrètement, nous faisons référence à la forme sous laquelle se déploie le capital français dans l'isthme de Tehuantepec, intensifiant ainsi une économie du crime qui trouve son reflet dans les assassinats produits des conflits entre caciques locaux. À ce sujet, on peut affirmer de manière catégorique que le capital français fait bien partie de la violence structurelle qui s'exerce actuellement contre les peuples de l'isthme. Vu sous cet angle, ce que l'on suppose être une alternative à la catastrophe écologique apparaît non seulement comme une tartuferie du capitalisme vert, mais elle se trouve aussi profondément imbriquée dans une économie de guerre. En effet, dans la mesure où le capital français exaspère les disputes locales, il donne des arguments à l'État mexicain pour légitimer une intervention militaire et déployer des Bases d'Opérations Mixtes, qui ne sont rien d'autres que des manœuvres pour l'occupation des routes fédérales, des entrées et des sorties des communautés. » [10]

Pour faire face aux menaces constantes que les *luchadores* reçoivent, les organisations en défense des droits humains proposent des mesures de protection spéciales appelées « medidas cautelares » mises en place par la *Secretaría de Gobierno* (secrétariat du gouvernement) pour les journalistes et défenseurs des droits humains au Mexique. En substance, il s'agit d'un dispositif de sécurité qui comprend la mise en place de caméras de vidéo-surveillance, de grilles et de portails au domicile de la personne menacée, ainsi que la remise d'un « bouton de panique » GPS à activer en cas d'attaque. Des policiers viennent régulièrement au domicile faire signer un document qui permet de vérifier la présence de la personne et recenser les éventuelles menaces qu'elle aurait reçu. Ce type de mesure, qui ressemble à un contrôle judiciaire, pose plusieurs problèmes comme la connaissance par la police de chaque déplacement des personnes protégées alors que cette même police est bien souvent aux premières places du système de corruption. Mais aussi on peut s'inquiéter de la détention par le gouvernement d'un fichier des personnes menacées. Ainsi que des risques de tension à l'intérieur des luttes quant à ces traitements privilégiés. Enfin, l'inefficacité de ce genre de mesures est patente : en témoigne les

récents assassinats de membres du CNI, dont celui du rappeur Tio Bad en décembre 2019. Quel intérêt le gouvernement aurait-il de protéger ceux qui luttent contre sa politique à part celui de faire croire à une absence de collusion avec les commandos et autres *sicarios* (tueurs à gage) protégeant les intérêts des entreprises et donc de l'État lui-même ?

Se défendre : par les droits humains ou depuis le droit agraire ? Quelles stratégies de résistances ?

L'installation de ces projets est incompatible avec le respect des droits humains des peuples originaires (*pueblos originarios*). La tenue d'une consultation qui offrirait les conditions d'un vrai débat est contraire aux objectifs des entreprises. Réclamer le respect des procédures de consultation en vertu de l'article 169 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) peut permettre de gagner du temps mais le risque est qu'à chaque fois les entreprises adaptent leur stratégie pour se blanchir face aux injonctions des institutions en défense des droits des peuples indigènes. Dans le cas de l'isthme de Tehuantepec, région clé qui sépare le Sud du Nord du continent et qui relie l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, les intérêts transnationaux et la corruption sont si importants que la défense des droits est une œuvre infinie : quoi qu'il arrive ils seront outrepassés ou déviés pour laisser le passage aux machines. C'est aussi une source de travail infinie pour les ONG spécialisées dans la défense des droits fondamentaux. Et même si au terme des procédures le projet se concrétise, on saluera l'action des ONG pour le travail qu'elles ont accompli afin que les droits humains soient respectés. La présidente de l'organisation Prodesc qui accompagne les *comuneros* à Union Hidalgo, Alejandra Ancheita Pagaza, est une des personnalités les plus primées du Mexique en vertu de son action en défense des droits. En 2019, l'université Paris Nanterre lui octroyait même le Doctorat Honoris Causa, prix discerné tous les cinq ans à des personnalités (comme ça avait été le cas pour le Dalaï Lama en 1984). Que le Sénat de la République mexicaine reconnaisse publiquement son rôle en tant que *défenseurs* des droits humains en 2015, montre bien que cette œuvre, aussi louable soit-elle, ne permet pas d'empêcher la voracité des multinationales dans leur dévastation des territoires indigènes. Entrer dans le jeu de réclamer une vraie consultation concernant des projets de cette ampleur peut avoir sa logique en terme de respect des procédures démocratiques mais ne permet pas de déployer un rapport de force pour un refus catégorique du projet. La consultation ne devrait pas avoir lieu. Ici, le seul droit qui permettrait réellement d'arrêter ces projets est le droit agraire dont bénéficient les communautés indigènes. Pour cela, un avocat rédigea un *amparo* agraire [11] qui permettrait de faire valoir l'autorité des terres de la communauté agraire de Juchitan, dévoilant l'illégalité des procédures de privatisation des terres depuis des années. L'utilisation de ces recours par les communautés est une des armes les plus utilisées et efficaces pour stopper un projet, ou au moins de ralentir considérablement le temps de la procédure. Récemment, un *amparo* déposé contre le projet du Tren Maya [12] fût gagné par la communauté de Calakmul (Campeche), interdisant les travaux de s'effectuer dans son territoire. Les communautés Chontal dans l'État de Oaxaca ont également gagné récemment un *amparo* suspendant les opérations d'une concession minière canadienne dans leur territoire.



> À la dernière réunion de consultation, le 27 février 2020, la *Secretaria de Energia* a clairement laissé entendre sa volonté imminente de clôturer la phase informative du projet. Leur intention est de commencer les travaux

en juillet 2020. Face à cette accélération, les *comuneros* d'Union Hidalgo se prononcèrent le vendredi 6 mars 2020 lors d'une conférence de presse à Juchitan, avec l'assemblée des peuples de l'isthme en résistance pour se « constituer en un bloc de communautés indigènes de villages frères par la douleur, l'abandon, le saccage, et la corruption systématique de la classe politique dans le pays. » Ils continuaient en affirmant :

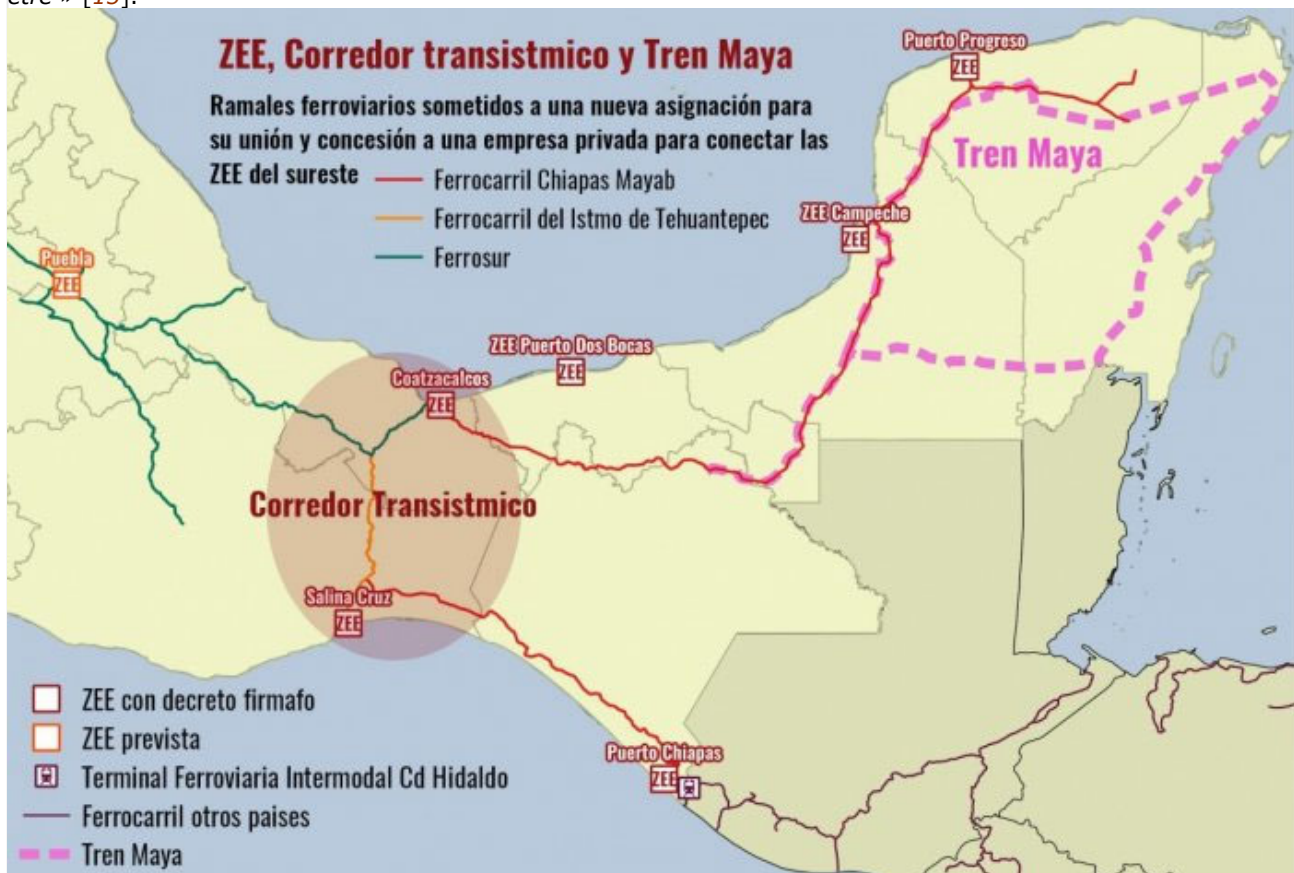
« La division des pueblos [13] est un héritage avec lequel les gouvernements locaux et fédéraux nous ont historiquement frappés. Nous voyons une réalité et un contexte qui se répètent encore une fois dans nos communautés. Ils lacèrent nos droits et condamnent nos enfants et nos pueblos à mendier ce qui est notre. Pourquoi devons nous leur permettre de décider de notre futur ? Pourquoi ne pouvons nous pas exercer nos droits avec autonomie ? Pourquoi devons-nous leur demander l'autorisation de nous réorganiser ? ».

La résistance des peuples de l'isthme s'articule depuis des années, et le jour de la conférence de presse à Juchitan, les *pobladores* d'Alvaro Obregon et San Dionisio del Mar étaient présents, ceux-là mêmes qui avaient réussi à empêcher l'installation d'un parc éolien de la multinationale Mareña Renovable en 2014 [14].

Le samedi 14 mars 2020, la phase informative du projet fut officiellement clôturée et ouverte la phase délibérative dans une ambiance délétère. Pour les *comuneros* et habitants d'Union Hidalgo, opposants au projet d'EDF Énergie Nouvelle Gunaa Sicarú, tout va se jouer dans les trois prochains mois.

Le vieux rêve néolibéral du corridor Inter-océanique

L'enjeu de défendre les terres communales de l'isthme de Tehuantepec est d'autant plus important que le gouvernement actuel de gauche a déjà annoncé vouloir mettre en œuvre le pharaonique et historique projet de corridor inter-océanique, qui portait aussi avant sa réactivation en 2018 le nom de *Transistmico*. Ce projet vieux de presque deux siècles prévoit de connecter le golfe du Mexique à l'océan Pacifique par « voie sèche » : en l'espèce, par la réhabilitation de la ligne de train qui traverse l'isthme, une des régions les plus étroite du continent. L'idée est d'augmenter la capacité de fret du train, d'agrandir les ports de Salina Cruz et de Coatzacoalcos, de construire une autoroute et un ensemble conséquent de pôles industriels tout au long de son parcours. La position stratégique de l'isthme de Tehuantepec agit comme un goulot qui sépare le sud du nord. Il a déjà été annoncé que les infrastructures du corridor inter-océanique serviront de « mur de contention » pour contrôler et gérer la progression des vagues migratoires d'Amérique centrale vers les États Unis, prêtant main forte au mur de Trump. Selon le président Andrés Manuel Obrador, dit AMLO : « la consultation a été faite et les gens sont favorables au projet du Transistmico, parce que les gens veulent du travail et du bien-être » [15].



À ceux qui s'opposent aux méga-projets d'infrastructures et dénoncent des consultations frauduleuses, le président rétorque :

« *Écoutez, radicaux de gauche, pour moi vous n'êtes rien de plus que des conservateurs* » [16].

Il fit cette déclaration le 8 février 2019, concernant les opposants à la centrale thermo-électrique de la Huexca, à Cuautla, dans l'État de Morelos lors d'une de ses fameuses *mañaneras*, ses allocutions matinales dans lesquelles il « s'adresse au peuple ». C'est notamment à Amilcingo, dans ce même État de Morelos que Samir Flores (également membre du CNI) luttait contre cette centrale et fût assassiné le 20 février 2019, quelques jours à peine après la déclaration du président. Encore une fois en janvier 2020, le président accusait les opposants au projet du Tren Maya d'agir comme des conservateurs :

« *Ils veulent nous contrer. L'extrême gauche et l'extrême droite agissent ensemble.* ». « *Déjà beaucoup affirment qu'il n'est pas possible de s'opposer à un gouvernement qui travaille pour servir le peuple ; s'il s'agissait d'un gouvernement corrompu et oppresseur, ils auraient raison, mais nous représentons un gouvernement démocratique et humaniste. Nous n'allons commettre aucun arbitraire.* » [17]

Le président de gauche AMLO prétend opérer la 4^e Transformation mexicaine (dite 4T) après l'Indépendance, la Réforme, et la Révolution. Depuis son élection en 2018, il appuie de manière féroce l'imposition de méga-projets économiques dans les régions indigènes tout en déclarant simultanément la mort du néolibéralisme, comme dans cette annonce du 17 mars 2019 : « *Nous déclarons formellement depuis le Palais National la fin de la politique néolibérale, cette politique économique de pillage, anti-populaire et corrompue* » [18].



Sa stratégie prétendument populaire pour imposer la réalisation de grands projets d'infrastructures est de mettre en place justement des simulacres de consultations via L'institut National des Peuples Indigènes (INPI) pour prouver que le peuple est d'accord. Une des promesses de campagnes du président Lopez Obrador était de mettre en place une consultation populaire qui déciderait si le projet d'aéroport très contesté Texcoco (à Mexico, près de la commune de San Salvador de Atenco) se ferait ou non. Mais au moment de la consultation en février 2018, on demandait au peuple de voter en faveur de l'aéroport de Texcoco ou en faveur...d'un autre aéroport ! Il s'agit d'un nouveau projet (remplaçant celui de Texcoco) de construction d'un deuxième aéroport pour la ville de Mexico, qui serait le deuxième plus grand aéroport en construction après celui d'Istanbul (Turquie) [[\].](https://www.youtube.com/watch?time_continue=24&v=i3TT4R1189A&feature(...))

La réponse donnait l'aval pour la construction d'un aéroport international à Santa Lucia, au nord de la ville de Mexico. Ce qui importait, à travers cette consultation, était de montrer que le gouvernement était près à s'exécuter face à un refus du peuple, si celui-ci s'exprime dans le cadre proposé par ce même gouvernement. Cela permettait d'asseoir la légitimité du processus de consultation comme étant réellement démocratique. Tout ceci est clairement et de toute évidence une farce car l'aéroport longtemps contesté de Texcoco était déjà remis en question par des scientifiques en raison de l'instabilité des sols où il devait se construire. Et que le gouvernement appuyait déjà le projet d'un autre aéroport pour la ville de Mexico avec celui de Santa Lucia.



Comme le dit la déclaration de clôture de l'assemblée de la rencontre du CNI « El Istmo es nuestro » en septembre 2019 :

« Avec le mensonge de vouloir éradiquer la pauvreté du sud du Mexique, le gouvernement de Lopez Obrador, en pleine collusion avec les mafias entrepreneuriales, la délinquance organisée et les partis politiques de toutes les couleurs, reprend le vieux rêve de Porfirio Diaz, et les plans de tous les gouvernements néolibéraux depuis Salinas de Gortari, offrant le territoire national au capital global. [...] Pour réaliser le vieux rêve du projet Transístmico, le gouvernement moreniste (du parti Morena) de AMLO et ses alliés entrepreneuriaux utilisent de vraies tactiques de contre-insurrection : avec ses programmes d'assistance individualisés, ses consultations truquées validées par le mal-nommé Institut National des Peuples Indigènes (INPI) avec ses leaders cooptés, ses campagnes de diabolisation des mouvements sociaux... » [20]

À l'inverse des consultations menées par la Secretaria de Energia dans le cas des parcs éoliens au sein des villages, les consultations de l'INPI se font de manière régionale, c'est à dire en une fois dans une localité pour toute la région.

EL MUNDO ES NUESTRO



**De los Pueblos Indígenas,
Del Pueblo Mexicano
NO de las Empresas
NI de los Gobiernos**

Le projet du corridor inter-océanique faisait partie d'un vaste projet de Zones Économiques Spéciales jusqu'en avril 2019. On peut lire justement dans le texte « Habiter la fragmentation » à paraître dans la prochaine revue trans-océanique Liaisons2 :

« ...[les] Zones économiques spéciales (ZES) [étaient] un ensemble de sept pôles de développement industriel dans le sud-est mexicain. Au cours de ses premiers mois de gouvernement, Obrador a décrété l'abandon des ZES, suscitant l'enthousiasme d'un grand nombre de ses partisans naïfs et progressistes. En réalité, comme le souligne l'un des principaux gestionnaires d'un autre des points névralgiques du Projet Mésoamérique au Mexique, le Corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec, l'idée des ZES n'a été abandonnée que parce que le gouvernement précédent n'avait pas su la faire passer au-delà du stade des intentions : à présent, elle va se concrétiser. Par ailleurs, le nombre de ZES posait précisément problème en raison de son caractère restrictif. Carlos González, membre et avocat du CNI, note qu'avec le gouvernement de Morena, c'est le territoire mexicain dans son ensemble qui est devenu une zone économique spéciale : plus un seul espace ne doit être épargné, tout doit être pillé. »

Pour appuyer l'industrialisation et la dévastation sans retour que ce projet prévoit dans l'isthme de Tehuantepec, le gouvernement prétend apporter ici une solution à l'une des régions les plus pauvres du Mexique : la création d'emploi massive. Mais il ne précise jamais comment ces emplois bénis vont se révéler contre-productifs pour les communautés avec la sur-exploitation des *pobladores* dans l'hôtellerie et autres secteurs touristiques et tertiaires. Aussi, il est très certain que ces mêmes communautés ne pourront bénéficier d'aucunes ressources créées par le développement de la région, comme c'est le cas depuis 15 ans avec l'électricité produite par les parcs éoliens. Comme le dit la linguiste Ayuuk (Mixe) Yásnaya Aguilar dans un article paru en mars 2020 : « Les discours de l'inclusion montrent d'emblée une relation de pouvoir implicite : ceux qui parlent d'inclusion montrent qu'ils ont le pouvoir de l'appliquer. L'orientation de l'inclusion est éloquente : qui compte inclure qui ? (...) L'intervention de l'État au travers de l'assistencialisme a eu pour effet aussi la création et le renforcement de réseaux clientélistes qui mettent en difficulté l'autonomie et la libre détermination. L'État crée les problèmes avec son intervention et sa prétention intégrationniste, par un exercice d'effacement par métissage et en prétendant résoudre ces problèmes avec plus de projets qui s'implantent depuis la question de l'inclusion. » [https://elpais.com/elpais/2020/03/10/opinion/1583849731_517412.html id="nh2-21">21]



Aujourd'hui, certains disent que les offres de travail pour les travaux commencent à arriver. En février 2020, le gouvernement fédéral attribuait à douze entreprises les cinq contrats pour la réhabilitation du train Transístmico [22]. De nombreuses concessions minières encore non exploitées attendent le lancement du processus d'industrialisation massive de l'isthme pour lancer leur opérations. D'autres disent que ce projet vieux datant du XIX^e siècle ne verra jamais le jour. Mais c'est sans compter la popularité encore très forte du président AMLO et ses techniques d'achat des populations moyennant des bourses et programmes sociaux. Ce projet qui prévoit de passer au travers de 80 municipalités et 11 cultures indigènes différentes peut encore rencontrer une forte opposition ce qui n'arrangerait évidemment pas le pouvoir en place. Dans les prochains mois, les conflits pourraient se durcir dans le sud-est mexicain.



[1] <https://douze.noblogs.org/>

[2] Conférence de presse prononcée par l'Assemblée des Peuples de l'Isthme en Résistance le jeudi 6 mars 2020 à Juchitan

[3] L'appellation « zapoteco » vient de la langue Náhuatl, de l'Empire Mexica pour se référer à ce peuple et sa langue. Les espagnols ont utilisé la terminologie utilisée par les Mexicas pour appeler les autres nations au lieu de chercher comme celles-ci se nommaient elles-mêmes. Plusieurs peuples originaires ne s'appellent pas eux-mêmes comme on les appelle couramment : Les Mixes se disent Ayuuk, les Tarahumaras se disent Rarámuris etc.

[4] Il s'agit d'une personne titulaire de droits agraires légalement reconnus qu'elle possède en commun avec les autres titulaires. Ces droits, transmis par lien familial, lui permet l'usage de ses parcelles et la cession de ses droits, et aussi le bénéfice des biens d'usage commun.

[5] Josefa Contreras y Andrea Manzo : <https://espoirchiapas.blogspot.com/2019/12/mexique-megaparcseoliens-et-resistance.html>

[6] Proyectos de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (Projets de droits économiques, sociaux et culturels).

[7] <https://www.elsiglodetorreon.com.mx/noticia/1578742.sepultan-a-5-victimas-de-multihomicidio-en-oaxaca.html>

[8] <https://imparcialoaxaca.mx/policiaca/401860/dos-personas-fueron-atacadas-a-balazos-en-union-hidalgo/>

[9] <https://www.facebook.com/unidadacademicaenergiasrenovables/videos/560638121089925/>

[10] Josefa Contreras y Andrea Manzo : <https://espoirchiapas.blogspot.com/2019/12/mexique-megaparcseoliens-et-resistance.html>

[11] Régime particulier de protection juridique des comuneros et ejidatarios issu de la réforme agraire après la révolution mexicaine.

[12] Le tren Maya est un des projets phare de la présidence de Andres Manuel Obrador. Il consiste en la construction d'une ligne ferroviaire qui fait le tour de la péninsule du Yucatán, passant par les Etats du Chiapas, Tabasco, Campeche, Quintana Roo et Yucatán et traversant de nombreuses communautés indigènes. Le but affiché de ce train est de promouvoir un parcours touristique au travers des communautés pour étaler la concentration touristique et permettre le « développement » de ces régions pauvres dans le « respect » de l'environnement.

[13] Voici la définition du terme « pueblo » proposée dans le texte « *Un pueblo, un monde* » publié par la revue *inter-océanique Liaisons* :

« Comme dans plusieurs autres langues, le mot espagnol *pueblo* désigne autant une unité démographique (peuple) qu'un pêle de maisons (village) ; et autant une multitude d'individus dépossédés qu'un corps politique solide. Dans la langue mineure mexicaine, en revanche, il n'y a pas de telle confusion. À l'origine, le concept de

pueblo tentait de traduire la forme par laquelle les Nahuas nommaient les lieux qu'ils habitaient : *altépetl*, qui est une espèce de simplification d'une métaphore double – *in atl*, *in tépetl*, « dans les montagnes, dans les eaux ». Peu importe s'il y a une plaza au centre d'un village ou seulement un ensemble de *parajes* dispersés sur une tranche de *sierra*. Le *pueblo*, c'est les montagnes, les vallées, les eaux et les grottes. Mais aussi, et par-dessus tout, le maillage complexe de relations auxquelles elles donnent lieu : les langues, les travaux, les assemblées, les fêtes, les conflits, les morts. Il n'y a pas de *pueblo* sans territoire, ni terre qui ne soit *habité*. »

[14] <http://www.article11.info/?Jours-de-baston-a-Alvaro-Obregon>

[15] <https://www.animalpolitico.com/2019/04/amlo-consulta-indigenas-corredor-transistmico/>

[16] <https://www.animalpolitico.com/2019/02/amlo-termoelectrica-morelos-radicales-izquierda/>

[17] <https://www.jornada.com.mx/2020/01/06/politica/003n1pol>

[18] <https://www.elsoldemexico.com.mx/mexico/politica/amlo-declara-el-fin-de-la-politica-neoliberal-3198476.html>

[19] [https://www.youtube.com/watch?](https://www.youtube.com/watch?time_continue=24&v=i3TT4R1189A&feature=emb_logohttps://www.youtube.com/watch?time_...16)

[time_continue=24&v=i3TT4R1189A&feature=emb_logohttps://www.youtube.com/watch?time_...16](https://www.youtube.com/watch?time_continue=24&v=i3TT4R1189A&feature=emb_logohttps://www.youtube.com/watch?time_...16)

<https://radiozapatista.org/?p=32128>

[20] <https://www.animalpolitico.com/2019/02/amlo-termoelectrica-morelos-radicales-izquierda/>

[21] https://elpais.com/elpais/2020/03/10/opinion/1583849731_517412.html

[22] <https://eldiariodelnoroeste.mx/nacional/dan-cinco-contratos-de-tren-transistmico-20200207-1624791.html>

•

Cordialement

Jean-Louis Butré

Président

Fédération Environnement Durable

<http://environnementdurable.net>

contact@environnementdurable.net

tel 06 80 99 38 08

Ne plus recevoir de lettre de la FED ? **Désinscription**